Les reines égyptiennes en voyage au Japon

Réflexions sur l'usage du patrimoine

Sandrine Gamblin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/534>

DOI : 10.4000/ema.534

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1994

Pagination : 175-184

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Sandrine Gamblin, « Les reines égyptiennes en voyage au Japon », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 20 | 1994, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/534> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.534>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Les reines égyptiennes en voyage au Japon

Réflexions sur l'usage du patrimoine

Sandrine Gamblin

- 1 « Nous, simples citoyens, sommes dépositaires du patrimoine et de la culture.¹ » Au nom de ce principe, un groupe d'intellectuels égyptiens a engagé, courant novembre 1993, un procès contre le ministre de la Culture, Fârûq Husnî, pour avoir autorisé l'envoi au Japon de soixante-douze pièces archéologiques en vue d'une exposition intitulée « Les reines de l'Égypte ancienne ». Dès lors, cette affaire va occuper les chroniques culturelles des médias au cours des trois premiers mois de l'année 1994, remettant à l'ordre du jour la question de l'utilisation des antiquités égyptiennes et du sens accordé au patrimoine national. La polémique suggère des logiques diverses, voire antagonistes, mais qui présentent cependant un ensemble cohérent de principes et de notions communes constituant, comme en creux, une définition du patrimoine national et de sa finalité : « Mère de l'humanité », l'Égypte abrite les trésors du patrimoine mondial. Sur la base de ce postulat énoncé et reconnu unanimement, la ligne de partage entre les opposants au voyage des antiquités au Japon et les partisans du ministre de la Culture s'établit autour d'une question centrale ; comment concilier, d'une part, le droit à la protection du patrimoine au nom de l'intérêt national et, d'autre part, la nécessité de faire connaître les trésors de l'Égypte au monde entier ?
- 2 Les règles du débat sont respectées tant que la polémique demeure dans un cadre juridique. La dimension « légaliste » de cette affaire contribue sans nul doute au respect de ces règles, par journaux interposés, et au maintien d'une cohérence interne des discours énoncés. Dès lors que l'affaire est juridiquement close, les conflits d'individus, latents mais contenus durant la période « légaliste », éclatent, laissant place aux règlements de compte, mais aussi aux propositions de solutions pour le moins inattendues. Retraçons la chronologie de l'affaire.
Prélude au scandale
- 3 Dans un premier temps, deux publications de l'opposition, *al-'Arabî*, de tendance nassérienne et *al-Sha'b*, porte-parole de l'alliance du Parti du Travail et du courant

islamiste, font état de l'affaire de manière à la fois indépendante et indirecte. Les 29 novembre et 6 décembre 1993. *al-'Arabî* rend compte d'un trafic d'antiquités égyptiennes découvert au Canada et dont la cour d'Ottawa a été saisie : 400 pièces archéologiques seraient passées en fraude au Canada, qu'auraient en leur possession plusieurs antiquaires. Ces derniers nient la provenance illicite des pièces et font appel à la justice canadienne. L'affaire, qui remonte en fait à 1990, est plutôt obscure et a été exhumée par le magazine américain *Times*. Le journaliste *al-'Arabî* laisse clairement entendre, avec force arguments et détails, que le trafic n'aurait pu avoir lieu sans le soutien de membres influents du Ministère de la Culture, et trouve là une transition parfaite pour évoquer une autre affaire ; le ministre de la Culture vient d'être traduit devant le tribunal administratif du service des Antiquités par diverses personnalités de la vie culturelle et scientifique égyptienne. Ni'mat Ahmad Fu'âd, professeur de civilisation, Muhammad 'Asfûr, professeur de droit, 'Abd al-Hamîd Zayd et M. Radwân, professeurs d'archéologie (Université du Caire) ont en effet déposé une plainte mettant en cause les « agissements » du ministre, lesquels, selon eux, consisteraient à « dilapider les richesses égyptiennes en les envoyant à l'étranger à l'occasion d'expositions suspectes, et en contrepartie de sommes dérisoires » ; allusion directe au projet d'exposition des « Reines de l'Égypte ancienne » au Japon. En outre, nul ne saurait dire, selon les accusateurs, où est passée la somme de 1.750.000 \$ perçue par le gouvernement et en échange de laquelle les soixante-douze pièces de musée devaient être envoyées au Japon pendant quatorze mois, à partir de janvier 1994.

- 4 Dans le même temps, *al-Sha'b* du 30 novembre 1993 révèle un autre scandale, celui de Cleveland, aux États-Unis. Le journaliste détaille scrupuleusement le périple de quelques antiquités, un voyage aux allures de farce tant les conditions de transports et d'accueil ont fait l'objet de peu d'égards pour les pièces, uniques et inestimables. Il souligne que celles-ci sont pour l'essentiel des pièces « volées à l'Égypte par Israël et exposées au musée de Cleveland par un millionnaire américain ».
- 5 Dans l'édition du 8 décembre, le journaliste poursuit son investigation et s'inquiète : « Le drame continue concernant l'exposition de nos antiquités à l'étranger. Nos antiquités sur le trottoir ! Et cela malgré le scandale de l'exposition de Cleveland et les tentatives des responsables pour l'étouffer ! (...) Les trois pièces envoyées aux États-Unis ont été endommagées, et le nombre de pièces envoyées au Japon est de soixante-douze ! »

La polémique

- 6 Evoquée dès le mois de décembre, l'affaire n'éclatera réellement qu'en janvier, à la suite de la publication dans *al-Wafd* d'un appel lancé au président de la République et signé de Ni'mat Fu'âd : « Comment a-t-on pu autoriser l'envoi d'antiquités au Japon avant que la décision de justice ne soit rendue ?² »
- 7 L'inauguration de l'exposition a lieu le 22 janvier à Tokyo, en présence du ministre incriminé, Fârûq Husnî, du directeur du service des Antiquités, 'Abd al-Halîm Nûr al-Dîn et du gouverneur de Gîza, en visite touristique au pays du soleil levant. Le verdict est rendu le 23 janvier, soit vingt-quatre heures après l'inauguration : « L'accord entre le service égyptien des Antiquités et les deux sociétés japonaises chargées d'organiser une exposition dans sept villes est caduc et contredit la constitution et la loi. » En effet, l'article 117 de la loi de 1983 soumet à des conditions précises l'organisation d'expositions d'antiquités égyptiennes à l'étranger : seuls des organismes d'État ou relevant d'institutions internationales peuvent solliciter une exposition. Or l'enquête

atteste que les sociétés japonaises avec lesquelles le service des Antiquités a traité sont des sociétés privées. « Exposition aux allures de sprint », selon la cour ; aucune disposition législative n'a été prise en compte lors de la signature du contrat. Autre argument retenu par le juge : « Ces antiquités appartiennent au patrimoine artistique et culturel de l'humanité »³ et relèveraient par conséquent du domaine public.

- 8 La commission judiciaire de l'Assemblée du Peuple est saisie de l'affaire et, dans l'attente de son verdict, la question demeure quant à l'application de la décision de justice : le Ministère va-t-il faire revenir les pièces et verser des dédommagements au Japon ? « La Cour a rendu son jugement et a interdit l'envoi à l'étranger de pièces archéologiques... qui se trouvent déjà à l'étranger ! Le gouvernement est dans l'impasse...⁴ » La décision est temporairement suspendue. Pourtant, la commission judiciaire de l'Assemblée est claire quant à l'illégalité du contrat passé entre le Japon et l'Égypte. Et le journaliste *d'al-Wafd* de s'interroger : « Qui a permis aux responsables d'agir ainsi ? Comment est-il possible que, la Cour ayant été saisie, les pièces aient été envoyées avant le jugement ? Que peut faire la Cour après coup ? » Les arguments juridiques avancés par N. Fu'âd et M. 'Asfûr ne font pas illusion quant au caractère irrévocable de la décision du tribunal administratif du service des Antiquités car, comme le souligne ce dernier, aucune mesure ne permet une *application effective* de la décision, aussi « irrévocable » soit celle-ci.
- 9 Personne n'ose cependant reconnaître que l'affaire présente une faille : dès le mois de décembre, alors que certains faits apparaissaient sporadiquement dans la presse⁵, les pièces étaient emballées et convoyées vers le Japon. Quant au verdict de la Cour, il était reporté au mois de janvier. Si le journaliste *d'al-Wafd*, ainsi que les opposants au ministre, relèvent cette faille, personne ne fournit d'explication : « Le ministre pratique la politique du fait accompli », déclare-t-on, tandis qu'*al-Wafd*, porte-parole du groupe des opposants, demande le retour des pièces... « par la force de la loi »⁶.
- 10 Les discours de l'accusation renferment deux constantes, de forme et de contenu : l'empreinte « légaliste » accordée à l'affaire donne lieu à une argumentation posée essentiellement en termes juridiques dans un domaine relevant de l'intérêt national — voire international —, celui de la protection du patrimoine. C'est en effet « dans l'intérêt du peuple, de la nation égyptienne et de l'humanité » qu'agissent Ni'mat Fu'âd et son groupe. Forts de ces principes, les opposants portent l'affaire en justice, instance seule compétente pour arbitrer. Le juge donnera raison aux accusateurs, accordant du même coup une valeur juridique hautement symbolique aux principes qu'ils énoncent.
- 11 Curieusement, au vu de la défaillance initiale — les pièces ayant été exportées avant que le jugement ne soit rendu —, la défense fait appel à un registre identique, celui du droit et de l'intérêt national ; selon les déclarations conjointes du ministre et du directeur du service des Antiquités, la décision d'exposer les antiquités égyptiennes au Japon a été adoptée en vertu d'un accord passé entre le gouverneur de Tokyo et les services égyptiens, avec la garantie du ministère des Affaires étrangères japonais : conformément, donc, à l'article 117 de la loi de 1983. De plus, la politique d'exposition à l'étranger entre dans le cadre de la promotion culturelle et économique du pays, d'une part, en permettant de dégager des revenus, d'autre part, en encourageant le tourisme en Haute-Égypte⁷. Le ministre a par conséquent agi tant dans l'intérêt du patrimoine égyptien — en le faisant connaître au monde extérieur — que dans celui de l'essor économique et du développement culturel de la nation. Le ministre persiste dans une démarche « légaliste » : en saisissant la commission judiciaire de l'Assemblée du Peuple,

il espère obtenir une caution juridique et publique, certes a posteriori, de son initiative. Or, pour les opposants, l'accord passé avec le gouvernorat de Tokyo ne répond pas aux critères définis par la loi de 1983, puisqu'il n'a pas été conclu avec une institution « étatique ou internationale » : « Y a-t-il là-bas un « gouvernement » de la ville ? Avons-nous ici un « gouvernement de Damanhûr » ou du Caire ? N'avons-nous pas seulement un gouvernement japonais et un gouvernement égyptien ? »

- 12 En outre, toujours selon la loi de 1983, les pièces uniques font l'objet de restrictions en matière d'exposition à l'étranger. Or les soixante-douze pièces « enlevées aux musées égyptiens » sont considérées unanimement comme les « composantes inestimables du patrimoine de l'Égypte et de l'humanité ». Les exposer au Japon équivaut à les mettre en péril. Selon le Pr. Radwân, « le problème, c'est l'extorsion de merveilles aux musées égyptiens pour les exposer dans sept villes du Japon ! Tous les risques sont envisageables. Aucune de nos antiquités envoyées à l'étranger n'est revenue intacte. Comment les protéger, par respect envers le patrimoine (*turâth*), la loi et les valeurs de civilisation ? » Mais le plus grand danger, selon Ahmad Sâwî, professeur au département d'archéologie de l'université du Caire, réside dans les risques de copies « qui peuvent être réalisées avec les techniques modernes, au point que l'on ne distingue plus l'original de sa reproduction.⁹ »
- 13 Transporter des pièces uniques, ce serait donc en quelque sorte nier la valeur symbolique que la collectivité accorde à l'objet transporté, qui devient simple marchandise, tandis que la culture nationale se voit réduite à un argument de commerce extérieur et de promotion touristique. « Quel que soit le revenu tiré des expositions, il ne peut compenser le risque réel auquel on expose nos pièces »¹⁰. Il est clair, pour le groupe d'opposants, que la somme de 1.750.000 dollars paraît dérisoire par rapport à la valeur inestimable des soixante-douze pièces envoyées au Japon. Ministre de la « culture-commerce »¹¹, Fârûq Husnî non seulement use du patrimoine de la patrie (*watan*) comme marchandise mais, de plus, le brade pour quelques dollars ; Comme le rappelait le professeur Zayd, « l'exposition est destinée à une entreprise, non à un gouvernement... Il s'agit d'activités commerciales et non culturelles. Les pièces sont présentées dans les grands magasins Japonais, imaginerait-on d'exposer le patrimoine dans les magasins Omar Effendi ? »¹² « Le Japon expose nos antiquités dans un supermarché », titre *al-Sha'b*¹³. Il s'agissait en réalité des espaces publics des chambres de commerce japonaises.
- 14 La notion de rareté, notion d'économie mais aussi de définition de l'objet-patrimoine, constitue le dénominateur commun de l'argumentation de chacune des parties en présence. Utilisée selon l'intérêt ponctuel du locuteur, elle demeure néanmoins dans l'ensemble des discours, celui de l'opposition comme celui des partisans du ministre. Selon les propos de 'Abd al-'Azîm Ramadâm, membre de la commission spécialisée du Haut Comité des antiquités, un régime d'exception doit être accordé aux pièces uniques, « propriété du peuple ». Cependant, « les antiquités égyptiennes appartiennent à la civilisation mondiale et au patrimoine humain tout comme ils appartiennent à l'Égypte ». Parce que le patrimoine égyptien est unique dans l'histoire de l'humanité, « le monde entier est en droit d'y accéder ». De plus, selon Murâd Wahba, philosophe « éclairé », soutenu dans son propos par son confrère Hasan Hanafi, toute pièce archéologique présentée à l'étranger est une publicité sans précédent pour l'Égypte et contribue à « faire connaître l'âme de la Nation (*râh al-Umma*)... L'étranger entrevoit le noyau de notre civilisation, ce qui encourage le dialogue culturel [*hiwâr*

thaqâfi)... Lorsqu'il contemple les productions d'une civilisation autre que la sienne, il commence à modifier la perception de sa propre civilisation. »¹⁴

- 15 Adoptant une position médiane, le professeur Zayd s'oppose à l'exposition au Japon non pas en raison des risques encourus par les pièces mais au nom de leur valeur patrimoniale : « Nous protégeons le patrimoine de l'humanité et pas seulement celui de l'Égypte. Dans cette exposition sont présentées des pièces incomparables... Pourquoi ne sont-elles exposées qu'au Japon, et non dans le monde entier ? »¹⁵
- 16 Les réponses plus radicales des collègues du professeur Zayd prennent à contre-pied l'argumentation du ministre et de son entourage : « Qui ne connaît pas dans le monde les merveilles de l'Égypte ? On n'a jamais vu de pays faire des expositions de leur patrimoine à l'étranger un argument de publicité touristique. » Le spécialiste interviewé rappelle que, même si nombre de pays autorisent de telles expositions, l'Allemagne a refusé de prêter le buste de Néfertiti à l'Égypte, pays d'origine de la pièce en question !¹⁶ Or, selon le Ministère de la Culture, l'exposition d'antiquités égyptiennes à l'étranger participe de l'élaboration de la politique étrangère et culturelle du pays. Le ministre recourt à l'histoire pour argumenter son propos : la première exposition eut lieu en 1868. Sous le règne d'Ismâ'îl. Depuis, trente-quatre expositions de ce type ont été organisées, dont six durant le mandat de Fârûq Husnî. « Sans oublier le tour du monde de Toutankhamon dans les années 60 », rappellent les partisans du ministre. Justement, rétorquent les opposants par la voix de l'ancien ministre de la Culture de l'époque, Tharwat 'Ukasha. les circonstances étaient toutes différentes. Il s'agissait d'alerter l'opinion internationale et de récolter les fonds nécessaires à la sauvegarde du patrimoine nubien, menacé par la construction du barrage d'Assouan. Suivant une convention passée entre l'UNESCO et le gouvernement égyptien, 12.000.000 de dollars ont pu être ainsi récoltés. Sans vouloir se prononcer explicitement sur la présente affaire, l'ancien ministre de Nasser rappelle qu'il faut « tenir compte des circonstances politiques et préciser les objectifs d'une exposition hors du pays ».
- 17 Le 24 février, après audition des parties, la commission judiciaire de l'Assemblée du Peuple invalide la décision du tribunal administratif du service des Antiquités : la procédure ayant présidé à l'établissement du contrat est parfaitement conforme à la loi. les arguments de la défense redevables et « la politique du fait accompli »¹⁷ de Fârûq Husnî juridiquement entérinée. L'affaire est-elle close ?
L'affaire dans l'affaire
- 18 Bien au contraire, les attaques personnelles, déjà perceptibles durant la période que j'ai qualifiée de « légaliste », envahissent le domaine public. L'affaire du voyage des antiquités égyptiennes au Japon devient l'affaire « Ni'mat Fu'âd contre Fârûq Husnî ». *Al-Ahrâr*, journal d'opposition friand de faits à sensation, titre un article « Le parlement s'oppose au jugement administratif et à Ni'mat Fu'âd' et présente deux documents, le contrat régissant l'exposition et l'autorisation accordée en 1986, pour une exposition à l'étranger, par la commission dont était membre Ni'mat Fu'âd »¹⁸. Le procès contre le ministre de la Culture relèverait somme toute du règlement de comptes. Car si personne ne présente plus le personnage de Ni'mat Fu'âd, chacun conserve à l'esprit ses prises de position virulentes en matière de patrimoine national. Chacun se souvient par ailleurs de sa victoire contre le projet de réaménagement du plateau des Pyramides initié par Anouar al-Sadate à la fin des années 70.
- 19 « Les expositions à l'étranger ne sont pas une nouveauté »¹⁹, rappelle le directeur du service des Antiquités. La campagne de Madame Fu'âd et de ses collègues prendrait à

partie non pas la politique du ministre, mais le ministre lui-même. Sinon, comment interpréter le fait que les opposants d'aujourd'hui aient pu être membres, il y a peu de temps, de commissions d'experts au sein du service des Antiquités et, à ce titre, aient accordé des autorisations d'exposition à l'étranger ? « Que s'est-il passé entre temps ? » demande le directeur du service des Antiquités au Journaliste de *Sabah al-Khayr* dans l'édition du 23 février.

- 20 Cette logique est particulièrement dénoncée par le rédacteur en chef de *al-Musawwar*, Makram Muhammad Ahmad, qui, jusqu'alors, se contentait d'évoquer l'affaire plutôt que de prendre position pour l'une ou l'autre des parties : « L'affaire a dépassé les limites de la discussion objective et s'est transformée en campagne de haine et de diffamation de la part des plus grands savants, alors que nous devrions apprendre d'eux la politesse et les règles de la polémique... Pourtant, l'affaire mérite un réel débat. »²⁰ Le rédacteur conclut en exprimant son scepticisme à l'égard des termes de l'accusation dont a fait l'objet le ministre de la Culture, ainsi qu'à l'égard des objectifs réels des opposants et de leur indécision : « Que veulent-ils ? Une réglementation juridique plus rigoureuse ou la cessation totale des expositions égyptiennes à l'étranger ? »
- 21 La question reste en suspens. L'affaire, pourtant close au regard de la justice, prend une tournure rocambolesque, à la limite de l'imaginable, si l'on en juge par l'article d'*al-Sha'b* du 22 mars : « Le ministre a constitué une commission d'experts afin de faire procéder à des fouilles sur des terres appartenant à Ni'mat Fu'âd, ce qui constitue un abus de pouvoir caractérisé et atteste du comportement peu régulier du ministre. » Après avoir annoncé, en début de mois, la démission surprise du juge du tribunal administratif du service des Antiquités²¹, le journal poursuit son enquête sur les dérives de la politique du ministre de la Culture dans cette nouvelle affaire. Il s'agirait d'un complot fomenté par ce dernier afin de rendre à Ni'mat Fu'âd la monnaie de sa pièce, en la faisant traduire en justice pour une question de propriété litigieuse... et de trafic d'antiquités. Retour au thème qui prélude à la première affaire : la question nationale, eu égard au patrimoine, concerne le contrôle des réseaux de contrebande et non l'organisation d'expositions à l'étranger, qui s'effectue de manière tout à fait légale. Aux yeux du ministre, le trafic d'antiquités constitue un chef d'accusation hautement plus condamnable que celui retenu contre lui par M. Fu'âd. Alors que le vol d'antiquités est un acte de dilapidation, l'exposition d'antiquités à l'étranger est un acte de valorisation du patrimoine. Est-ce là le message livré par cette seconde affaire ?
- 22 A cette étape, la recherche de solutions miracles aux questions de gestion du patrimoine domine un débat... qui n'en est plus tout à fait un. En conclusion de l'affaire de l'exposition au Japon, et pour le bien du monde entier, Ahmad Tûbâr, expert, propose « la » solution :
- Si les gens veulent connaître notre civilisation, qu'ils viennent en Égypte... Et si nous voulons la leur faire connaître, il faut le faire à travers les médias (...), sans que les pièces ne sortent du pays, sans que les armes d'Aghos et la coupe de Touthmôsis ne quittent le territoire. On peut transmettre tout cela par holographie.
- 23 La suggestion doit être transmise au directeur du service des Antiquités, 'Abd al-Halîm Nûr al-Dîn, grand absent de l'affaire²². Le progrès se met au service de la culture et de l'intérêt national : l'expert encourage le gouvernement dans la promotion des nouvelles techniques de projection laser en trois dimensions, inexistantes en Égypte, et qui pourtant seraient un apport fondamental dans la gestion du patrimoine égyptien et de l'humanité dans son ensemble. « Plutôt que d'envoyer nos monuments par air, mer

et routes, l'holographie permettrait la transmission d'images vivantes de notre civilisation. Ainsi ne risqueraient-elles plus d'être endommagées ou copiées. »²³

- 24 Formes fictives ou formes réelles, l'important serait d'offrir au monde entier une image des merveilles de l'Égypte, à travers des mesures qui permettent de concilier promotion et protection du patrimoine, et selon une définition consensuelle ; Le patrimoine en tant qu'esprit de la communauté égyptienne (*rûh al-Umma*), et au service des intérêts nationaux (*al-masîaha al-wataniyya*).
- 25 NB : Au moment où nous achevons ce numéro d'*Égypte/Monde arabe*, la Haute Cour administrative du Caire, dont le jugement est sans appel, vient de mettre un point final, le 3/12/94, à l'affaire développée dans ces pages : désormais, l'Égypte ne pourra plus exposer à l'étranger les pièces d'antiquités ayant un caractère unique. L'exposition des « Reines d'Égypte » au Japon, qui devait durer jusqu'en mars 1995, a été écourtée par le tribunal, mais le ministre de la Culture, Fârûq Husnî, devançant le verdict, a rapatrié les pièces deux jours avant que ce dernier ne soit rendu. Le ministre affirme que les pièces n'ont subi aucun dommage et que l'exposition a rapporté à l'Égypte 2 millions \$...

NOTES

1. Propos du Pr 'Abd al-Hamîd Zayd, un des opposants à l'exposition d'antiquités égyptiennes au Japon. *al-Musawwar*, 28/1/94.
2. *Al-Wafd*, 10/1/94.
3. *Al-Akhbâr*, 23/1/94.
4. *Al-Wafd*, 26/1/94.
5. *Al-Sha'b*, 8/12/94 : "Le drame continue concernant l'exposition de nos antiquités à l'étranger : nos antiquités sur le trottoir ! " *Al-Ahrâm*, 13/12/94 : "Cléopâtre sur le départ pour le Japon en janvier prochain. (...) Après accord du directeur du service des Antiquités, une assurance est prise, correspondant à la valeur des pièces (43.725.000\$). L'exposition aura lieu dans sept villes japonaises, et deux sociétés de publicité sont chargées du transport des pièces archéologiques durant un an. Cette exposition représente pour l'Etat un revenu de 1.750.000 S."
6. *Al-Wafd*, 4/2/94.
7. *Al-Ahrâm*, 26/1/94.
8. *Al-Wafd*, 26/1/94.
9. *Al-'Arabî*, 2/2/94.
10. *Sabah al-Khayr*, 23/2/94.
11. *Al-Sha'b*, 4/2/94.
12. *Al-Musawwâr*, 28/1/94.
13. *Al-Sha'b*, 4/2/94.
14. *Al-Musawwâr*, 28/1/94.
15. *Sabah al-Khayr*, 23/1/94.
16. *Sabah al-Khayr*, 23/2/94.
17. *Al-Sha'b*, 4/2/94.

18. *Al-Ahrâr*, 24/2/94.

19. *Al-Siyâsât al-'arabî*, 28/2/94.

20. *Al-Musawwâr*, 25/2/94.

21. *Al-Sha'b*, 8/3/94.

22. Vraisemblablement écarté des sphères de décision dès le début de l'affaire, le directeur du service des Antiquités déclare le 2 février au journaliste *d'al-'Arabi* :

"L'accord a été obtenu avec les sociétés japonaises avant que le service des Antiquités ne prenne la responsabilité du dossier. Il a donné son accord après que le Conseil d'Etat eut approuvé le contrat. Nous avons enfin envoyé les pièces dans les délais après avoir reçu l'aval du premier ministre, bien que nous l'ayons informé qu'un procès était en cours et que le jugement serait rendu après leur départ." Quant au journal *Al-Sha'b*, il laisse entendre, dans son édition du 30/11/93, que le directeur aurait refusé d'accorder aux Japonais l'autorisation d'exposer dans leur pays des pièces de musées égyptiens. Il est notoire que les relations entre le directeur du service des Antiquités et le ministre de la Culture ne sont pas toujours en complète harmonie. Hormis les deux petites phrases retenues, la direction du service des Antiquités a fait preuve tout au long de cette affaire d'un "esprit de corps unique", si cher au ministre pour mener à bien son programme de modernisation des institutions en matière de politique culturelle et patrimoniale. Voir à ce sujet : "Pourquoi un Haut Conseil des antiquités. Son développement est un impératif pour préserver les trésors d'Egypte." *Akhir Sa'a*, 15/12/93.

23. *Al-Wafd*, 14/4/94.

INDEX

Mots-clés : patrimoine, Japon

AUTEUR

SANDRINE GAMBLIN

CEDEJ